

Bilan et avenir de notre démarche stratégique : 6 questions à débattre

Le groupe de travail « stratégie » met à la disposition des communistes cette première note pour nourrir les débats dans le Parti. Mise en ligne sur le site du congrès, elle vise à introduire les réunions de militant·es, les débats des communistes, et à susciter contributions et réactions qui seront, elles aussi, mises en ligne. Elle n'est pas une restitution de tous les débats de notre groupe de travail, ni un point de vue unanime, encore moins définitif de celui-ci. Des membres du groupe de travail publieront aussi leurs propres contributions. C'est donc une note intermédiaire sur les débats à instruire.

Ce texte comporte de premières réflexions sur la redéfinition de notre démarche stratégique et des questions à approfondir sur le bilan et l'avenir de nos expériences stratégiques.

Vers la redéfinition de notre démarche stratégique

Débat stratégique induit trop souvent et presque automatiquement débat sur nos alliances, notamment électorales. C'est une dimension très réductrice, pour une part révélatrice de ce qui doit changer dans notre manière de penser notre démarche politique. C'est pourquoi, il nous paraît indispensable de repenser d'abord le sens de notre démarche stratégique au fond. Nous soumettons ici six questions à débattre pour une redéfinition de cette démarche.

1. Prendre la mesure de la période : le dépassement du modèle de développement capitaliste historiquement posé

L'actualité historique de notre démarche communiste

Notre stratégie a d'abord à voir avec notre parti pris fondamental : celui du combat communiste comme mouvement de dépassement du capitalisme et de toutes les aliénations historiques du genre humain. Nous ne vivons pas n'importe quelle période historique, mais celle d'une crise globale, de civilisation, du capitalisme mondialisé. Jamais la nécessité d'un autre mode de développement, construit sur la mise en commun et non la concurrence systématique, n'a connu une telle actualité. Le capitalisme parvient pourtant à organiser des contre-offensives victorieuses en affaiblissant les forces progressistes.

Nous considérons cependant possible d'opposer à ce système en crise un processus de luttes émancipatrices, de changements des pouvoirs, de conquêtes sociales, écologistes et démocratiques qui rendent concrètement accessible la réappropriation par tous des grandes activités sociales humaines dont la maîtrise est aujourd'hui confisquée par le capital.

Les prodigieuses révolutions en cours de la productivité humaine permettent d'envisager une telle révolution, mais elles sont aujourd'hui détournées de la satisfaction des besoins de tous par les énormes gâchis capitalistes et par une conception de l'économie tournée vers le profit et un consumérisme ravageur pour la planète et le genre humain.

C'est dans les luttes de classes concrètes, dans les pratiques et les expérimentations sociales qui cherchent à anticiper une manière de développer l'humanité en commun qu'advient ou non la possibilité de ces temps nouveaux. C'est dans ces luttes et ces pratiques que s'ancre notre démarche stratégique.

Un processus d'évolution révolutionnaire multiforme

Ce mouvement est et sera un processus d'évolution révolutionnaire multiforme et inégal, poursuivi dans la durée avec esprit de suite, fait de combats quotidiens immédiats, de succès partiels remportés, de ruptures et d'initiatives de longue portée, de phases de transition vers de nouveaux rapports sociaux, tout cela dans des rapports de forces sans cesse construits et modifiés, visant l'élévation progressive des objectifs. Notre communisme est un chemin et une visée. C'est un mouvement d'émancipation continu en actes, un processus de réappropriation engagé au présent sur tous les terrains possibles, un processus immédiat et de longue portée.

Ce point fait débat, notamment sur les ruptures nécessaires dans ce processus révolutionnaire, sur ce que signifie la prise des pouvoirs aujourd'hui dans les institutions (assemblées élues, entreprises, banques, etc.).

2. Fronts de luttes et visée commune d'émancipation : quelle démarche politique concrète ?

C'est dans les luttes et les pratiques nouvelles que peut grandir une articulation concrète entre les changements exigés par la société et une visée commune d'émancipation, une visée consciente, concrète et réelle de la nécessité du dépassement des logiques capitalistes. Notre combat est celui qui permet en toutes circonstances au mouvement réel de la société de pousser le plus loin possible ses potentialités libératrices ; de construire au fil des luttes et des pratiques nouvelles un renversement des rapports sociaux tel qu'il permet au plus grand nombre de reconquérir les pouvoirs sur la maîtrise des grands choix de sa vie et de celle de l'avenir de l'humanité ; de faire advenir une société nouvelle d'égalité et de partage des richesses, des savoirs et des pouvoirs.

La question est donc posée d'interroger nos pratiques politiques concrètes pour les mettre à la hauteur de ces objectifs politiques. Parmi ces questions:

- comment identifier les enjeux de transformations et s'y engager dans la durée ?

Quels sont ces enjeux transformateurs déjà présents dans la société ? Comment déployer dans la durée tous les efforts de construction politique, toutes les expérimentations nécessaires pour rendre les mouvements qui les portent capables de gagner des transformations concrètes, des droits et des pouvoirs nouveaux. Cela invite à réévaluer en conséquence nos priorités, nos pratiques, notre organisation.

Transformation du travail ; sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie ; services publics et biens communs ; écologie ; révolution numérique au service de quoi et de qui ; révolution des pouvoirs ; transformation démocratique de toutes les institutions (assemblée élues, État, entreprises, banques, Union européenne) ; reconquête des pouvoirs sur l'argent ; épanouissement de la personne humaine ; appropriation des savoirs et de la culture ; nouvelle industrialisation et nouveau mode développement productif ; économie sociale et solidarités concrètes ; antiracisme ; luttes féministes ; droits des migrants.

Mais quelles priorités identifier dans ces combats ? Quelle pratique et démarche concrète développer ? Comment passer d'une lutte concrète au sens profond qu'elle révèle, en portant son potentiel transformateur le plus loin possible. Exemple : de la lutte des Ehpad à la construction d'un nouveau service public décentralisé de la prise en charge de la personne humaine en situation de perte d'autonomie. Et à travers cela, la question du service public comme grande question de société.

- quelles campagnes politiques décider et comment les mener à fond dans la durée ? Avec qui les mener ? Pour quels objectifs ? Contre qui les mener ? En visant quels rapports de force ? Avec quelle ambition ? Pour témoigner ou pour gagner ? Pour changer quelles logiques, quels pouvoirs ?

- **libérer l'initiative communiste et mieux la coordonner.** Nous sommes une force militante de terrain. L'actualité du dépassement des aliénations capitalistes est dans les luttes et des processus en cours. Ces terrains où s'affrontent concrètement deux logiques (au service de l'humain ou de la finance) ne sont pas décidés par nous, comme si nos objectifs surplombaient la réalité, mais émergent de la société au cœur des contradictions capitalistes entre intérêt humain et intérêt du capital. L'initiative libérée de nos militant·es et leur ancrage dans les luttes de terrain est un atout.

- **monter d'un cran dans notre bataille pour le pluralisme des médias** et dans nos propres campagnes de communication et de propagande.

- **comment changer notre organisation, le rôle de nos réseaux de travail, la conception de nos directions,** pour favoriser l'aide au terrain et une centralité coordinatrice au service de l'initiative militante ?

- **être désormais capables d'organiser la lutte à toutes les échelles, dans toutes les institutions, tous les lieux de pouvoir.**

Le « terrain » aujourd'hui, ce n'est pas seulement le local, le « bas », mais c'est en même temps le local, la métropole, le départemental, le régional, le national, l'Europe et le monde. Conquérir le pouvoir, c'est mener la bataille dans les lieux de pouvoir pour les transformer : les institutions et les assemblées élues (du conseil municipal au parlement européen), dans toutes les entreprises jusqu'aux multinationales, dans les banques et le système financier jusqu'à la BCE et au FMI, dans les institutions internationales comme l'ONU. Animer une bataille pour la faire gagner, c'est porter cette lutte jusqu'au niveau d'intervention nécessaire. Exemples : évasion fiscale, écologie, paix, partage de la valeur (Gafa, multinationales...), avenir industriel (Alstom, Carrefour...)

- **penser les contradictions pour penser le mouvement**

Le mouvement que nous visons n'est pas linéaire. Les possibilités de nouveaux progrès humains n'ont été aussi présentes et, en même temps, les instruments politiques de domination, de division et de dépossession n'ont jamais été si importants. Nous devons penser les contradictions que cela génère.

Exemples :

- la révolution numérique rend possible le partage à une échelle jamais connue mais elle est aussi massivement retournée contre les travailleurs. Quelles conceptions concrètes promouvoir ?
- la mondialisation fait grandir la conscience d'intervenir sur les affaires du monde mais elle déconnecte les lieux de pouvoir du capital des espaces politiques d'intervention. Comment agir ?
- la politique provoque à la fois le rejet et de nouvelles formes d'engagement. Comment tout cela fonctionne dans les consciences ?

3. La centralité de la question démocratique

Le mouvement démocratique de l'immense majorité du peuple

Notre stratégie est une stratégie pour gagner en toutes circonstances du terrain sur les logiques capitalistes, pour des avancées de progrès, le plus loin possible à chaque fois.

Ce mouvement est pour nous aujourd'hui celui de l'immense majorité de notre peuple et de l'humanité. La démocratie est le but et le moyen de ce mouvement. Il a un caractère de classe, en ce sens qu'il est et sera une intense lutte de classes contre toutes les exploitations, aliénations et dominations qui entravent un développement humain émancipateur et solidaire. Mais il n'est pas le mouvement d'une seule classe, il est le mouvement démocratique de toutes les forces collectives et individuelles qui y ont intérêt et y aspirent.

Unité et conscience du salariat

Au cœur de cette mise en mouvement démocratique, l'unité du salariat est une question politique centrale. Aujourd'hui largement majoritaire, mais en pleine transformation et abondamment divisé par les nouvelles formes d'exploitation et d'organisation des entreprises, comme par les logiques de dumping social, de racisme, de division, le salariat doit reconstruire la conscience commune de ses intérêts. C'est un enjeu politique et idéologique à tous les niveaux, dans l'entreprise, dans les branches et les filières, dans les bassins d'emploi, au plan de la nation comme au plan européen ou international. Le parti communiste doit repenser son organisation pour cela.

La question démocratique au cœur de nos pratiques

La démocratie, la reconquête des pouvoirs par les citoyen·nes est pour nous un moyen et un but. Nous agissons à partir de ce que veut et cherche la société pour pousser en avant les potentiels progressistes et émancipateurs. Notre stratégie ne descend pas du parti vers la société. Elle construit les processus de transformation avec la société, à partir de ses besoins de vie et des besoins exprimés ou ressentis de transformation. Nous aspirons à construire une ambition citoyenne permettant à chacune et chacun de trouver à la fois sa place et à participer concrètement à la décision et à la mise en œuvre. Toutes nos pratiques doivent viser à redonner du pouvoir à l'intervention démocratique des citoyen·nes dans les constructions politiques à venir. Nous nous inscrivons dans un épanouissement culturel et une plus grande politisation des citoyens là où la financiarisation croissante de l'économie a besoin de déculturation et de dépolitisation.

4. Comment reconstruire dans les conditions concrètes de la nouvelle situation politique issue de 2017 ?

Le sens du bouleversement politique de 2017

La société française a voulu secouer un système politique verrouillé par des alternances entre forces de droite et forces social-libérales autour d'un même projet libéral.

Les forces qui paraissaient le mieux incarner ce dédagisme souhaité par les Français l'ont emporté : Macron, qui a réussi à capter au nom de la modernité cette exigence de nouveauté ; Le Pen en devançant la droite, et Mélenchon, pour lequel nous appelions à voter, à gauche.

Les législatives ont installé la domination parlementaire de Macron (pas au Sénat) ; la droite reste forte, malgré ses divisions, dans les deux assemblées ; le FN a raté le second tour de la présidentielle et les législatives et souffre depuis dans les partielles ; la FI a installé sa première place à gauche, le PS est en difficulté majeure et existentielle, comme tous les partis socio-démocrates européens historiques ; notre parti a subi un nouvel affaiblissement aux législatives au profit de la FI, mais a conservé deux groupes parlementaires grâce à son implantation, à une reconnaissance de son travail.

Aujourd'hui, Macron veut structurer dans la durée un bloc libéral central, en effaçant la ligne d'affrontement droite-gauche, et en cantonnant durablement aux marges les oppositions de droite, d'extrême-droite et de gauche. Son pouvoir d'attraction et d'agrégation reste important, en témoignent les débats internes au PS ou chez les Républicains.

FI cherche à incarner l'opposition, en refusant les accords, baptisés « tambouille », et en tenant à distance la notion de gauche jugée « repoussoir ». Existe ainsi le risque de cantonner la gauche durablement dans l'opposition, sans réel espoir de se placer en capacité de transformation.

Quoi reconstruire et comment ?

La situation est marquée par l'offensive de Macron, brutale et profonde au service des objectifs libéraux, et par ses premières difficultés dans l'opinion. Il existe des potentiels de luttes réels liés

aux effets très durs de la situation pour les gens et au décalage entre la promesse de renouveau de Macron et les effets concrets de sa politique .

Ces potentiels s'expriment déjà (Ehpad, hôpitaux, enseignement scolaire et supérieur, etc.) mais restent essentiellement cantonnés dans leur cadre catégoriel.

La situation est aussi marquée par la division ou la dispersion des forces de résistance, par un état de la représentation et des constructions politiques possibles à gauche très difficile.

Comment agir et reconstruire une perspective d'espoir dans ces conditions?

Reconstruire dans l'action, unir face à Macron et pour des alternatives

Pour les raisons énoncées plus haut, il convient de prendre au sérieux et jusqu'au bout les luttes engagées, les pratiques politiques et sociales nouvelles qui émergent, sans chercher à enfermer dans un schéma de perspective politique préétabli. Il faut croire au potentiel de ces luttes et déployer l'initiative communiste la plus utile et la plus adaptée au service de leurs développements politiques.

- C'est le sens des États généraux du progrès social et de l'appel final de cette rencontre. Cela implique de construire dans la durée sur les objectifs cités dans cet appel et dans le discours conclusif de Pierre Laurent. Hôpital et EHPAD, logement, sécurisation de l'emploi, universités, femmes, nouvelle industrialisation, migrants, égalité des territoires ... plus marche sur l'Élysée du 9 juin à l'appel des Hauts-de-France. A noter aussi le moment national de popularisation des niches parlementaires des 7 mars (au Sénat) et 8 mars (à l'Assemblée nationale).

- C'est le sens des autres grandes initiatives en préparation : états généraux du numérique, assises de l'écologie communiste, journée sur école, antiracisme, convention nationale sur art, culture et éducation populaire.

- c'est le sens de la bataille engagée sur réformes institutionnelles et révision constitutionnelle. Macron veut changer en profondeur le cadre démocratique pour aller vers un régime assumé d'absolutisme présidentiel. Nous devons lui opposer notre projet de démocratisation globale de la République.

Repenser nos constructions politiques dans le nouveau paysage

Nous devons probablement agir dans plusieurs directions simultanément.

- Initiative communiste et rassemblement

Comment manier ensemble, sans les opposer, l'expression des idées communistes, leur expérimentation par le plus grand nombre, et l'animation du rassemblement de toutes les forces d'opposition et d'alternative à Macron. Quel(s) nouveau(x) cadre(s) unitaire(s) faire émerger ?

- ***débattre de la notion de gauche.*** Macron veut rendre obsolète cette notion. FI la rejette. Le clivage capital-travail existe bel et bien. Des millions de gens se réfèrent à la gauche au nom de ce clivage mais un très grand nombre des citoyen·nes qui se déclarent à gauche ne se reconnaissent pas dans les partis ou les formes d'union qu'elle a incarnée. Quel nouveau type de construction à gauche faut-il inventer comme nous l'avions tenté avec le Front de gauche ?

- ***inventer des formes nouvelles d'intervention citoyenne*** dans ces constructions politiques. Comment mettre la politique au service de l'intervention démocratique, et non s'y substituer ?

- ***repenser nos alliances.*** Les acteurs politiques ont changé. Et plus rien de ce qui a existé n'est acquis. Le parti communiste ne peut renoncer à la construction majoritaire. Faut-il figer de nouvelles alliances, rester le plus ouvert possible à cette étape ?

- la place des élections

- Elles sont, dans les processus démocratiques que nous visons, des moments clés de structuration des consciences et de conquête de positions pour agir. Nous avons vocation à toutes y participer, des

municipales à la présidentielle, en travaillant à la présentation de candidatures adaptées à chacune de ces échéances, à partir des conditions politiques du moment, des niveaux de pouvoir qu'elles visent, des conditions de mode de scrutin concrètes qui sont imposées. Nous devons assumer la part tactique, au sens de l'adaptation à une échéance concrète, que comporte chaque échéance électorale dans le cadre de notre démarche stratégique globale.

- **réévaluer le rôle de nos élus**

Il faut sortir des faux débats sur les relations du parti aux élus, pour repenser le rôle tenu par nos élus à partir de ce qu'ils sont, des militant·es plongé·e·s dans l'expérimentation concrète.

La somme d'expérimentations politiques et sociales menées par les milliers d'élus que nous avons, des élus locaux aux parlementaires, est largement sous-évaluée et sous-utilisée. L'articulation de leurs expériences à celles de tous les autres militant·es doit être repensée pour dynamiser l'action communiste d'ensemble et notre visibilité politique locale et nationale.

5. Le bilan de nos expériences antérieures

Pour avancer vers la redéfinition de notre stratégie, le bilan de nos expériences antérieures est indispensable. Sans masquer les échecs, par exemple notre score historiquement bas aux législatives, il ne sert à rien de le faire sur le mode : tout est à jeter, et maintenant nous allons faire enfin du neuf, du vrai.

Le bilan doit être conduit à la lumière d'un débat sur nos objectifs stratégiques. Que visions-nous ? Pourquoi n'y sommes nous pas parvenus ? Que faut-il changer ? Voilà l'ordre des questions qui permet de faire un bilan plus dynamique pour nos décisions à venir et de tirer des leçons pour la suite.

Plusieurs pistes de travail :

- **réévaluer les processus unitaires** que nous avons conduits en tenant compte de leurs évolutions : union de la gauche dans la durée jusqu'à la gauche plurielle ; Front de gauche, dans ces différentes périodes de 2009 à 2012, de 2012 à l'élection européenne, et la dernière jusqu'à l'élection présidentielle, dans laquelle le Front de gauche n'a plus de réalité à l'échelon national ; mais aussi bilan de nos expériences de gauche locales qui sont très contrastées. Cet examen critique révélera sans nul doute la permanence d'obstacles de fond que nous n'arrivons pas à résoudre et qui appelle un changement d'optique et des problèmes plus conjoncturels, ou liés à l'évolution insuffisamment prise en compte des obstacles rencontrés ou à celle de la stratégie des autres forces politiques.

- **réévaluer les conséquences de la présidentialisation** dominante qui renvoie tout à un pouvoir « jupitérien » hors du contrôle citoyen. Comment manier présidentialisation et intervention populaire ? Et, compte tenu du caractère central du couple élection présidentielle-élections législatives depuis le quinquennat, et de nos difficultés récurrentes à aborder ces échéances dans ces conditions nouvelles, jusqu'à l'écartèlement de 2017, soutenir un candidat sans accord législatif, une réflexion nouvelle est nécessaire sur cette question.

- **le « rassemblement »** : de quoi parlons-nous avec ce mot ? Des gens, des alliances, de la dimension majoritaire et démocratique des processus de lutte ? De ce point de vue, l'expérience de 2005 (le « non » au TCE), ou celle d'autres luttes de masse comme les retraites ou la loi travail, appellent tout autant notre réflexion.

- **les transformations de notre parti** qui ont insuffisamment avancées dans cette période et ne nous ont pas permis la relance adaptée de l'initiative communiste.

- **les enjeux de communication, d'affirmation et de visibilité nationale** des objectifs et de la parole communiste.

6. Les échéances électorales à venir

Le congrès devra tout à la fois redéfinir notre démarche stratégique et prendre des décisions concrètes sur les échéances à venir.

- les élections européennes de 2019

Elles auront lieu du 23 au 26 mai 2019 pour élire, en France, 79 députés français (contre 74) sur une liste nationale à la proportionnelle, avec un seuil d'éligibilité fixé pour le moment à 5 % (nous proposons aucun seuil ou 3%).

Nous avons demandé des rencontres bilatérales à FI, EELV, Générations, MRC, Ensemble, République et Socialisme, Diem 25. Ces rencontres sont en cours.

Nous avons l'objectif d'ici la fin mars :

- de fixer l'orientation et les objectifs sur lesquels nous entendons mener campagne
- faire une offre publique de construction ouverte d'une liste sur cette base
- lancer un processus public de débat sur nos objectifs : avril-octobre
- désigner de premiers porte-paroles communistes pour cette campagne

- les élections locales de 2020-2021

Nous pourrions commencer à construire partout, de manière la plus large possible, en ayant conscience que tout est à reconstruire à gauche. Notre démarche doit privilégier processus de contenus, de consultations, de construction citoyenne avant tout, et d'alliances utiles au maximum de gains à gauche.